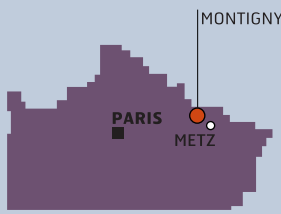


PME À SUIVRE

Plaisance débroussaille les forêts du monde entier

L'entreprise termine la mise au point d'une machine de broyage et débroussaillage destinée à la Russie et poursuit son développement à l'export, notamment aux Etats-Unis.

Les 4 techniciens du bureau d'études de Plaisance Equipement à Montigny (Meurthe-et-Moselle) viennent d'achever de plancher sur la Galo Trax 800, une machine de débroussaillage et broyage sur chenilles équipée d'un moteur de 800 CV. Une puissance exceptionnelle pour ce type de matériel utilisé par des entreprises spécialisées dans les travaux forestiers ou les travaux publics. Après une phase de tests et de démonstration, cette machine, entièrement conçue et fabriquée en Lorraine, partira pour la Russie. « Nos machines spécifiques répondent aux attentes de nos clients qui ne trouvent pas forcément de solutions standardisées à leurs besoins. Nous réalisons des petites séries, explique Jean-Marie Plaisance, à la tête de l'entreprise qui porte son nom. Nous sommes par ailleurs en négociations avancées au Texas, pour des machines de 400 CV, et en Russie pour des engins développant de 300 à 800 CV », indique-t-il, soulignant que ces résultats sont le fruit d'une présence récurrente sur différents Salons internationaux. Créée en 1976 par Jean-Marie Plaisance, l'entreprise, qui emploie aujourd'hui une trentaine de salariés et réalise un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros dont 10 % à l'export, était initialement positionnée sur la vente de matériel agricole. Progressivement, elle a élargi son offre en effectuant des opérations de maintenance et d'entretien puis d'adaptation et de transformation d'engins existants afin de répondre à des



REPÈRES

Effectif : 30 salariés.

Chiffre d'affaires : 6 millions d'euros

dont 10 % à l'export.

Production : une trentaine de machines par an de 300 CV à 800 CV.

attentes particulières émanant entre autres de l'Office national des forêts (ONF), de sous-traitants de la SNCF, d'EDF ou de grands groupes du BTP par exemple. « C'est ainsi qu'à partir du milieu des années 1980 nous avons développé notre activité de conception qui s'est accrue dès 2000. Aujourd'hui, nous produisons annuellement une trentaine de machines sous notre marque », insiste le dirigeant.

L'entreprise applique également son savoir-faire à une large gamme d'engins spéciaux et d'outils adaptables sur des matériels standards tels que des pelleuses. Comme les débroussailleuses, les faucheuses pour l'entretien des routes, le matériel de déneigement, les broyeurs de pierres pour les travaux publics ou encore les engins de compactage des sols qui sortent de ses ateliers font souvent appel à de hautes technologies, par exemple pour avancer à la vitesse maximum en fonction de la charge de l'outil.

PASCAL AMBROSI
CORRESPONDANT À NANCY

ALSACE

Via Sofired Défense et Nexter, l'Etat français va devenir l'actionnaire de référence de Manurhin aux côtés du slovaque Delta. L'opération sera scellée avec les nouveaux actionnaires mercredi à Mulhouse lors de l'assemblée générale du groupe.

Manurhin sauvé de la faillite grâce à un attelage public-privé

Après plusieurs semaines d'après négociations au niveau du Ciri - Comité interministériel de restructuration industrielle -, un accord de principe est intervenu pour sauver le groupe Manurhin d'une mort certaine. En effet, le fabricant de machines de cartoucheries était financièrement à bout de souffle, en dépit d'un carnet de commandes de plus de 110 millions d'euros. Depuis plus d'un an, l'usine tourne au ralenti faute de moyens pour payer ses fournisseurs : son chiffre d'affaires était déjà tombé de 25 millions d'euros par an à moins de 20 en 2010, avec une perte de 2,5 millions d'euros. Et cette année, la situation s'est encore détériorée. Ses ventes se

20.000

Le nombre d'emplois détruits dans le Haut-Rhin depuis dix ans.

font presque exclusivement à l'export, vers une soixantaine de pays.

L'augmentation de capital de 7,5 millions d'euros qui sera officialisée mercredi devant l'assemblée générale des actionnaires de Manurhin à Mulhouse se fera à parité entre public et privé. Avec, d'un côté, au sein du holding de tête, Sofired Défense et Nexter, l'ancien Giat Industries, un pôle public renforcé par la Sodiv, la structure de

capital-développement de la région Alsace qui injectera 500.000 euros dans la société d'exploitation. Et, de l'autre côté, le management, en particulier le PDG Rémy Thannberger, et l'industriel slovaque Delta Défense qui détiendra à lui seul près de 40 % de Manurhin.

Préserver les 130 emplois

Ce savant équilibre aura fait, jusqu'au bout, l'objet d'arbitrages au plus haut niveau de l'Etat. Pas question de laisser filer à l'étranger une société sensible liée à l'armement. L'an dernier, un précédent projet de restructuration du capital avait échoué pour cette même raison. Mais, cette fois, après les promesses faites par Nicolas Sarkozy lui-même, les élus alsaciens n'auront pas lâché leur pression pour obtenir un engagement de l'Etat. A commencer par le président de la région Alsace, le ministre des Collectivités territoriales Philippe Richert, qui s'est mobilisé et a rallié à sa cause son collègue ministre de la Défense, le Lorrain Gérard Longuet.

L'enjeu était à la fois de maintenir en Alsace cette unité de production, issue d'un groupe fondé en 1920 à Mulhouse qui fabriquait les légendaires revolvers MR73 et des missiles antichars à l'époque de Matra, mais aussi de préserver les 130 emplois du site. Et de stopper la terrible hémorragie industrielle que connaît le Haut-Rhin. En deux ans, plus d'une soixantaine de PME du secteur ont fermé. Et en dix ans, le



Pour l'Etat, il est important de ne pas laisser filer à l'étranger une société sensible liée à l'armement.

nombre d'emplois industriels détruits frôle les 20.000.

A quelques jours de l'assemblée générale, le président Thannberger se veut serein. « Avec ce renforcement de nos fonds propres, nous sommes maintenant assurés d'avoir devant nous trois à quatre années de croissance rentable », affirme-t-il. Déjà, les relations avec les banquiers locaux se sont apaisées, ce qui va accélérer le déblocage des quelque 4 millions

d'euros de trésorerie. En attendant, les anciens et les nouveaux actionnaires de ce qu'était jadis la Manufacture de Machines du Haut-Rhin vont aussi examiner mercredi la modification des statuts de l'entreprise, ainsi que de son mode de gouvernance avec la probable mise en place d'un directoire et d'un conseil de surveillance.

CHRISTIAN LIENHARDT
CORRESPONDANT À STRASBOURG

BRETAGNE

Les sites de l'agroalimentaire appartenant au distributeur continuent de multiplier les investissements, de nouveaux programmes sont en cours chez Ranou, Capitaine Cook et à la SVA Jean Rozé.

Intermarché investit dans ses usines agroalimentaires

C'est une activité un peu moins connue du groupe : Intermarché possède 60 usines, principalement de l'agroalimentaire, dont la moitié sont implantées dans l'ouest de la France. Elles permettent de répondre aux besoins des enseignes du groupe qui s'approvisionnent en priorité auprès d'elles. Elles ont aussi une existence propre, d'autant qu'Intermarché s'est fixé comme objectif que 30 % de leurs activités (3,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2011) soient réalisés hors du périmètre du distributeur d'ici à 2015.

Pour soutenir ces objectifs ambitieux, plusieurs sites se lancent donc dans une vaste politique d'investissements. A Ergué-Gabéric près de Quimper, la Société Charcutière de l'Odet, plus connue sous sa marque

Ranou, entame un programme de 8 millions d'euros de travaux afin d'augmenter les capacités de ses lignes dédiées à la fabrication de saucisses. La direction générale de l'entreprise (580 salariés) table sur le doublement de ses volumes. Ces travaux font suite à une précédente enveloppe de 20 millions d'euros qui avait permis d'intensifier les cadences du secteur des jambons qui représente la moitié des activités de la Société Charcutière de l'Odet de 175 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011, en croissance de 4 %.

Création d'une dizaine d'emplois
Toujours dans le département de Finistère, l'une des deux usines de Capitaine Cook a prévu la création d'un nouvel ensemble de 2 500 m² couverts afin d'étoffer ses gammes

30%

Le ratio de l'activité à réaliser hors du périmètre du distributeur, fixé par l'enseigne d'ici à 2015.

fabriquées à base de produits de la mer transformés. Le montant des travaux avoisinera 5 millions d'euros. Une dizaine d'emplois seront créés. Toujours dans la filière mer, mais cette fois à Lorient dans le Morbihan, l'usine Capitaine Houat de filetage de poissons, récemment partie en fumée à la suite d'un incendie, sera également reconstruite.

A Vitré, près de Rennes, Intermarché concentre les moyens de la SVA

Jean Rozé (3.440 salariés) spécialisée dans l'abattage et la transformation de gros bovins et de porcs. Des travaux d'un montant de 22 millions d'euros sont en cours pour moderniser la plate-forme de préparation des commandes qui sera automatisée. L'atelier de découpe est également en chantier alors que Gatine Viandes (La Guerche-de-Bretagne) sort d'un programme de 18 millions d'euros d'investissements. S'ajoutent à cette longue liste des opérations de croissance externe comme celle de l'été dernier conclue à Plumelin (Morbihan) où Intermarché a repris à Duc un atelier d'une quarantaine de personnes dédié aux produits de snacking à base de volailles.

STANISLAS DU GUERNY
CORRESPONDANT À RENNES

LORRAINE

Le groupe belge, ensemblier international, spécialisé dans l'énergie, la défense, la sidérurgie et l'industrie, implante en Moselle un pôle technologique, CMI Muon, dédié aux installations nucléaires.

CMI renforce sa présence en Lorraine

Déjà présent en Lorraine à travers de diverses sociétés spécialisées dans l'usinage ou la maintenance d'installations employant 400 personnes, le groupe CMI (Cockerill Maintenance et Ingénierie) vient d'y implanter une nouvelle activité : un pôle technologique dédié au secteur du nucléaire. L'activité existait déjà depuis quelques mois ; elle prend désormais officiellement la forme d'une filiale baptisée CMI Muon, et s'installe sur le site d'une autre entité, Mecarep, à Distroff (Moselle). L'activité emploie déjà

une trentaine d'ingénieurs, techniciens et chefs de projets et devrait permettre de créer encore un nombre d'emplois équivalent d'ici à la fin 2012. « La durée de vie des centrales françaises étant prolongée, nous avons rencontré EDF pour leur faire part de notre expérience dans ce secteur, acquise dans les centrales belges », explique Bernard Serin, président du groupe. Le chiffre d'affaires de cette nouvelle activité, qui répond au besoin de diversification du groupe, devrait passer de 12 millions d'euros cette année à 45 millions d'euros en 2012. « Outre les

45 MILLIONS D'EUROS

Le chiffre d'affaires attendu en 2012 de CMI Muon.

personnes basées en Moselle, cette activité emploie près de 150 salariés de nos filiales qui interviennent sur des installations de robinetterie, tuyauterie dans les centrales », précise un responsable. Le groupe vient d'obtenir un contrat de fourni-

ture de conteneurs destinés au stockage de déchets radioactifs.

Ancienne activité du groupe sidérurgique Cokerill, CMI, basé à Seraing près de Liège, a été repris en 2002 par le holding Eurémis Luxembourg, contrôlé par Bernard Serin, qui détient 81 % du capital. Le solde est réparti entre divers cadres. Le groupe, spécialisé dans l'ingénierie et la maintenance industrielle, emploie 3.500 salariés dans le monde et a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 850 millions d'euros.

PASCAL AMBROSI
CORRESPONDANT À NANCY

EN BREF

Picardie : les Fromagers de Thiérache acquis par Berthaut

Le protocole de fusion-absorption signé entre Fromagerie Berthaut (Côte-d'Or) et la filiale du groupe Bongrain, les Fromagers de Thiérache (Aisne), devrait être appliqué avant la fin de l'année. Les deux entreprises spécialisées dans la fabrication d'époisses et de maroilles souhaitent se rapprocher afin de constituer un pôle AOC qui, adossé au groupe Bongrain, permettra de dynamiser l'image des produits et leur vente à l'international. Bongrain (4 milliards d'euros de chiffre d'affaires) pourrait aussi soutenir Berthaut pour de prochains investissements. Le projet devrait être sans conséquence sur les volumes de production et l'emploi des unités de production.

AVIS FINANCIERS



Le Spécialiste de la Conception Assistée par Ordinateur dans le domaine de l'Électricité coté sur Euronext
www.ige-xao.com

Assemblée Générale Mixte du 31 janvier 2012 à 15 heures

Toulouse, le 19 décembre 2011

IGE+XAO SA informe ses actionnaires que son Assemblée Générale Mixte se tiendra le 31 janvier 2012 à 15 heures, au 25 boulevard Victor Hugo - 31770 Colomiers.

L'avis préalable à cette Assemblée est publié ce jour au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et contient l'ordre du jour, le projet des résolutions et les principales modalités de participation et de vote à cette Assemblée. Cet avis préalable à l'Assemblée ainsi que le rapport du Conseil d'Administration sur le projet de résolutions peuvent être consultés sur le site internet www.ige-xao.com (rubrique Information Réglementée).

Les autres documents et renseignements relatifs à cette Assemblée seront tenus à la disposition des actionnaires dans les conditions légales et réglementaires à compter de l'avis de convocation prévu le lundi 9 janvier 2012.

CONTACTS IGE+XAO

Groupe IGE+XAO, 25 Boulevard Victor Hugo - BP 90 312 - 31773 Colomiers Cedex - France
Tél : +33 (0)5 62 74 36 36 - Fax : +33 (0)5 62 74 36 37 - www.ige-xao.com
Cotée sur Euronext Paris - NYSE Euronext - CAC® Mid & Small - ISIN FR 0000030827
Relations analystes/Investisseurs : Alain Di Crescenzo (PDG) +33 (0)5 62 74 36 36
Relations presse : Rozenn Nerrand-Destouches +33 (0)5 62 74 36 02